

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > À gauche (France) > Histoires, bios et militant.es à gauche (France) > **Alliance rouge-verte : la radiographie d'un nouveau parti au Danemark**

Alliance rouge-verte : la radiographie d'un nouveau parti au Danemark

mardi 20 décembre 2011, par [VOSS Michael](#) (Date de rédaction antérieure : 15 novembre 2011).

Cette contribution sur l'histoire de l'Alliance rouge-verte au Danemark a été publiée en anglais dans l'ouvrage *New Parties of the Left - Experiences from Europe* publié par Socialist Resistance (Grande-Bretagne) and l'Institut International de Recherche et d'Education (Amsterdam) en juillet 2011.

L'article a été mis à jour pour sa parution en français dans la revue *Inprecor*.

Sommaire

- [Les luttes sociales des \(...\)](#)
- [Le déclin de la fin des \(...\)](#)
- [Création de l'Alliance rouge-v](#)
- [Chien de garde parlementaire](#)
- [Une culture démocratique \(...\)](#)
- [Le tournant politique 2006-200](#)
- [L'Alliance rouge-verte face à](#)
- [De la crise économique au](#)
- [Le SAP et l'Alliance rouge-ver](#)

Au cours des années à venir l'Alliance rouge-verte (EL, Enhedslisten — De rød-grønne) fera face à des défis, à des opportunités et à des risques qui seront probablement les plus grands depuis sa fondation en 1989.

Les élections du 15 septembre 2011 ont porté à la tête du nouveau gouvernement de centre-gauche une dirigeante social-démocrate, Helle Thorning-Schmidt. Ce gouvernement minoritaire — formé par le Parti social-démocrate (SD), le Parti populaire socialiste (SF) et la Gauche radicale (RV) — dispose de 77 sièges sur 179 au Folketing (Assemblée du peuple, le Parlement danois) et, même avec le soutien de trois députés des îles Féroé et du Groenland, il a besoin du soutien des 12 députés de l'Alliance rouge-verte ou de celui d'un petit parti centriste pour faire adopter ses lois et son budget.

Cette nouvelle situation au Parlement, combinée avec la crise économique, peut ouvrir une période de luttes sociales et politiques accrues, une période de radicalisation politique. Mais en même temps l'Alliance rouge-verte subira l'influence et les pressions réformistes et populistes qui risquent de se refléter en son sein.

L'Alliance rouge-verte a probablement été le premier parti anticapitaliste large et pluraliste en Europe qui s'est développé dans le nouveau paysage politique après l'effondrement du socialisme dit réel. Ce parti est organiquement issu de la gauche du mouvement ouvrier danois, de la fusion de

plusieurs partis de gauche préexistants. Depuis 1994 il dispose d'une représentation parlementaire.

Pour comprendre la nature de l'Alliance rouge-verte, son développement, ses positions politiques et les défis qu'elle doit affronter aujourd'hui, il est nécessaire de faire une brève présentation du mouvement ouvrier et de la gauche au Danemark.

La social-démocratie

Le Parti social-démocrate danois plonge son histoire dans le mouvement ouvrier européen du XIX^e siècle. Il a été membre de la Première et de la Deuxième Internationale. Ses liens avec le mouvement syndical, son réformisme et sa bureaucratisation ont, pour l'essentiel, suivi le même cheminement que celui de la social-démocratie européenne.

La social-démocratie danoise est entrée pour la première fois au gouvernement en 1916 [1], en alliance avec des partis bourgeois centristes, qui s'appuyaient sur un électorat de petits paysans et de l'intelligentsia citadine, réalisaient quelques réformes sociales tout en cherchant toujours l'acceptation et l'alliance avec la paysannerie riche et les industriels.

Après la Seconde Guerre mondiale, la social-démocratie a été la colonne vertébrale de la construction de l'État-providence, fondé sur la collaboration de classes et sur le compromis avec les partis bourgeois et les organisations patronales. Au cours de la crise économique des années 1970, l'espace d'un tel compromis de classe s'est rétréci. Confronté aux difficultés financières, au déficit commercial, au chômage et au renforcement de la gauche dans les syndicats et sur la scène politique, le gouvernement social-démocrate a cédé volontairement le pouvoir en 1982.

Depuis lors, comme les autres partis sociaux-démocrates européens, le parti danois a pris une orientation sociale libérale, tant lorsqu'il était hors du gouvernement (1982-1993 ; 2001-2011) que lorsqu'il le dirigeait (1993-2001). Son électorat et le nombre de ses militants ont régressé et de féroces luttes de pouvoir ont eu lieu en son sein.

Le mouvement syndical

Le développement du mouvement syndical au Danemark a été parallèle à celui de la social-démocratie, les deux se considérant comme faisant partie d'un même mouvement. Le mouvement syndical danois a toujours été unifié. Le taux de syndicalisation à partir des années 1950 a été très important : près de 100 % dans l'industrie, un peu moins dans l'administration et dans les services. Le monopole syndical à l'embauche, officiel ou non officiel, est considéré comme la norme. Au cours des trois dernières décennies, le syndicalisme a régressé, mais pas de manière aussi dramatique que dans les autres pays européens.

De temps en temps, les forces de gauche gagnent en influence parmi les délégués syndicaux ou dans les directions syndicales de branches. Mais, si l'on met à part la direction du syndicat des marins, dirigée par le Parti communiste durant plusieurs décennies, et celle du syndicat des instituteurs de crèches durant une brève période, la social-démocratie a toujours été hégémonique au niveau national et fédéral dans les deux confédérations syndicales, LO (syndicats ouvriers) et FTF (syndicats des employés). Actuellement, seule l'Union nationale des employés publics n'est pas dirigée par un social-démocrate.

La gauche politique

Le Parti communiste danois (DKP) fut le produit de la scission historique au sein du mouvement ouvrier international dans la foulée de la Révolution russe. Il est alors devenu la section danoise de la III^e Internationale. Il a suivi la ligne de Moscou jusqu'au bout. Au cours des années 1930, il a eu

une certaine influence syndicale, en particulier parmi les chômeurs. Dans le même temps, il a gagné une petite représentation parlementaire (1932-1941) grâce aux élections à la proportionnelle intégrale.

Son influence s'est renforcée au cours de la Seconde Guerre mondiale du fait de son engagement dans la résistance armée contre l'occupation nazie. Pendant les dix années qui ont suivi la guerre, il a maintenu ses positions dans les syndicats et dans le Parlement (jusqu'aux élections de 1960). Mais après le discours secret de Nikita Khrouchtchev lors du XX^e Congrès du PCUS et après que le DKP eut soutenu l'occupation soviétique de la Hongrie en 1956, il a connu un sérieux recul puis une scission.

Son influence s'est accrue au début des années 1970 car il a profité de la radicalisation politique globale de la période. Le PC a eu une influence importante dans le mouvement contre l'adhésion du Danemark à la Communauté européenne, dans le mouvement de la paix, parmi les jeunes syndicalistes et dans le mouvement étudiant. Il a pu ainsi regagner une représentation parlementaire de 1973 à 1979. Lors de la disparition de l'Union soviétique, le PC danois s'est quasiment effondré pour des raisons tant politiques que financières et a éclaté en plusieurs petites fractions.

Exclu en novembre 1958 du DKP, l'ancien secrétaire général Aksel Larsen a appelé à la fondation d'un nouveau parti. Fondé en février 1959, le Parti populaire socialiste (Socialistisk Folkeparti, SF) a pris d'emblée ses distances avec Moscou et s'est rapproché de la social-démocratie, tout en restant toujours à sa gauche. Même si nombre de militants syndicaux communistes ont suivi Larsen, les activités du SF furent centrées sur le terrain électoral. Lors des premières élections après sa fondation, en 1960, le SF a obtenu 6 % des suffrages et 11 députés (alors que le DKP perdait ses 6 élus). Ensuite ses scores électoraux ont varié, avec une pointe de 27 élus (15 %) en 1987. Par deux fois, au cours des années 1960 et au cours des années 1970, la représentation parlementaire du SF a soutenu les gouvernements sociaux-démocrates, sans jamais en faire partie. Depuis 1987 la représentation parlementaire du SF décline jusqu'en 2007, année où il obtient 23 députés (13 %), un score qu'il améliore encore lors des élections européennes de 2009 (15,9 % et 2 élus).

La radicalisation des années 1960 a aussi conduit à la création du Parti socialiste de gauche (Venstresocialisterne, VS), issu d'une scission du SF en 1967, provoqué par le soutien de son groupe parlementaire à une législation anti-ouvrière. À ses débuts, le VS était un mélange de tous les éléments de la nouvelle gauche : hippies, anarchistes, maoïstes, trotskiste, autres léninistes autoproclamés, anti-impérialistes et bien d'autres nuances de l'opposition anti-establishment.

Durant la majeure partie de son existence, VS a eu une petite représentation parlementaire [2] jusqu'en 1987. Cette représentation a permis au parti de jouer un rôle spécifique dans l'extrême gauche danoise, dont les organisations diverses — plusieurs groupes maoïstes, divers groupes léninistes non trotskistes et la section danoise de la IV^e Internationale — sont restées à l'extérieur ou ont scissionné du VS.

Un ou plusieurs groupes trotskistes ont toujours existé au Danemark depuis les années 1930. Ils ont effectué un important travail politique, particulièrement la solidarité internationaliste, mais n'ont jamais eu de véritable influence dans le mouvement ouvrier. Après la Seconde Guerre mondiale, la section danoise a connu une période de divisions et de scissions. Certains ont opté pour l'entrisme au sein de la social-démocratie, d'autres dans le DKP. Mais la majorité a pris part à la fondation du Parti populaire socialiste en 1958-1959.

Comme dans la majorité des pays européens, l'influence de la IV^e Internationale a connu un développement en raison de la radicalisation des années 1960. Ses militants ont participé à la

scission du SF et à la fondation du VS. Au début des années 1970, la majorité de la section danoise de la IV^e Internationale l'a quitté pour créer une organisation indépendante, qui s'est développée jusqu'au milieu des années 1980. En 1980 elle a changé de nom, devenant le Parti socialiste ouvrier (Socialistisk Arbejderparti, SAP) et a commencé la publication d'un hebdomadaire. Le SAP a concentré ses efforts politiques et organisationnels dans l'industrie et au sein des syndicats. Tout en ne regroupant alors pas plus de 200 militants, il a réussi à rassembler les signatures nécessaires (environ 20 000 pour une population de 5,1 millions) lui permettant de présenter trois fois de suite une liste nationale pour les élections législatives au cours des années 1980. Mais ses résultats électoraux furent très modestes, autour de 2 000 voix.

L'Alliance rouge-verte a été constituée en 1989 sur la base d'un accord écrit entre le DKP, le VS et le SAP. Elle fut rejointe par les groupes subsistants issus de l'éclatement du Parti communiste ouvrier (KAP), maoïste.

Les luttes sociales des années 1967-1989

La fondation de l'Alliance rouge-verte a été également le produit des luttes sociales et des mobilisations qui ont marqué les années 1968-1989 ou, plus précisément, le produit du déclin de ces mouvements. Ces années ont connu une radicalisation des bases syndicales et une montée de l'influence des gauches syndicales qui, parfois, pouvait menacer l'hégémonie social-démocrate. Les militants des groupes et partis de gauche construisaient des comités de soutien aux grèves sauvages et des oppositions de gauche dans les syndicats. Mais il n'y a jamais eu de gauche syndicale unifiée car la plus grande force de gauche dans les syndicats, le DKP, ne voulait pas rompre complètement avec la direction syndicale social-démocrate.

Le mouvement de grève de 1985 contre la nouvelle convention collective signée par les directions syndicales et contre le gouvernement fut le sommet de la lutte des classes. C'était presque une grève générale et elle a failli renverser le gouvernement, composé de quatre partis bourgeois. Cette grève était dirigée par les forces de gauche et des syndicalistes sociaux-démocrates oppositionnels, échappant au contrôle de la direction confédérale. S'il elle n'est pas parvenue à réduire la durée du travail hebdomadaire — son but officiel — ni à renverser le gouvernement, elle a mis un frein à l'offensive néolibérale et antisyndicale de la classe dominante danoise, l'empêchant d'infliger à la classe ouvrière danoise une défaite comparable à celles subies par les travailleurs britanniques et états-uniens.

Au cours de la période 1967-1989, plusieurs mouvements extra-parlementaires importants se sont développés au Danemark. Certains d'entre eux, composés de centaines de comités locaux, ont bénéficié du soutien de larges secteurs syndicaux et furent capables de mobiliser jusqu'à 100 000 manifestants. Ces mouvements étaient le résultat de la radicalisation politique et, en retour, l'impulsaient. Les plus importants furent :

— le mouvement contre la guerre au Vietnam et les autres mouvements anti-impérialistes, essentiellement parmi la jeunesse ;

— le mouvement contre l'Union européenne, se concentrant surtout sur les nouveaux traités soumis à référendum et lors des élections au Parlement européen. Le sentiment anti-UE au Danemark, jusqu'au milieu des années 1990, était presque exclusivement représenté par les partis et les personnalités de gauche, bien qu'avec quelques tendances nationalistes ;

— le mouvement de la paix, qui durant plusieurs années mobilisait contre le plan de l'OTAN visant à installer de nouveaux missiles nucléaires en Europe et exigeait que le gouvernement applique la politique officiellement en cours, qui interdisait la présence d'armes nucléaires sur le sol danois en

temps de paix. Durant plusieurs années, ce mouvement a forcé le gouvernement danois à refuser les décisions de l'OTAN concernant l'armement nucléaire ;

— les divers mouvements étudiants contre les réductions budgétaires et en faveur de la démocratisation des universités et de l'enseignement supérieur.

Le déclin de la fin des années 1980

À la fin de la décennie 1980, ces mouvements ont reflué. Après l'apparente défaite de 1985, la gauche n'est pas parvenue à reconstruire sa position au sein du mouvement syndical. Si l'offensive néolibérale a été moins forte qu'en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, elle a néanmoins imposé des reculs et a eu ses effets. Cela a développé au sein de la gauche une culture d'unité des « forces de la résistance ». Et, naturellement, l'effondrement de l'Union soviétique a non seulement frappé le DKP mais a eu aussi des effets sur l'électorat de la gauche non stalinienne. Dans ce domaine, le Danemark a été assez semblable à bien d'autres pays européens.

Lors des élections législatives de 1987, le Parti socialiste de gauche (VS) n'est pas parvenu à dépasser la barre des 2 % et a perdu sa représentation parlementaire. Il s'est encore présenté aux législatives de 1988, avec un résultat encore plus mauvais. Le DKP avait perdu sa représentation parlementaire bien plus tôt. Ni le SAP ni le KAP ne sont parvenus à dépasser le seuil d'éligibilité. Au cours de la brève législature 1987-1988, une scission populiste du DKP — le Faelles Kurs (Cours commun) — a eu une représentation parlementaire (2,2 % des voix, 4 députés).

Ainsi, à l'issue des législatives de mai 1988, pour la première fois depuis des décennies, aucun parti situé à gauche du Parti populaire socialiste n'était représenté au Parlement. Dans quelques municipalités, des listes communes de la gauche ont été formées. Avant les élections de 1988, des contacts informels avaient déjà été pris entre dirigeants du DKP, du VS et du SAP. Les deux derniers ont conclu un accord électoral et des membres du SAP figuraient sur les listes de VS. Lors de la soirée électorale, les représentants du SAP et du VS ont avancé l'idée d'une sorte d'alliance électorale des trois partis de gauche.

Naturellement, la principale motivation concernait le besoin d'une représentation parlementaire de la gauche non réformiste, à gauche du SF. En même temps, les militants des trois partis aspiraient à mettre fin aux décennies de luttes fratricides dans la gauche.

Sous l'impact de la perestroïka en URSS, le DKP connaissait un déclin et une fragmentation et ses militants désorientés se tournaient dans toutes les directions. Au sein du SAP, certains dirigeants ont été influencés par les discussions sur la construction du parti et sur les alliances de gauche avec la participation des sections de la IV^e Internationale, en particulier à l'école internationale d'Amsterdam (IIRF).

Création de l'Alliance rouge-verte

Les négociations entre les trois partis furent longues. Dans chaque parti il y avait une profonde méfiance des militants envers les deux autres partis. D'importantes divergences politiques existaient, en particulier entre le SAP et le VS d'un côté et le DKP de l'autre. Le SAP et le DKP tendaient à s'opposer ensemble aux conceptions « anti-léninistes » de l'organisation, profondément enracinées chez les membres du VS.

La fragmentation du DKP compliquait le processus. Une de ses tendances évoluait rapidement vers

la droite, vers la social-démocratie et les carrières bourgeoises. Un groupe important a opté pour une unité beaucoup plus large, une sorte de front populaire avec une plate-forme indéfinie et des idées très vagues en ce qui concernait sa composition. Un autre courant important s'est replié sur des positions du stalinisme classique.

Les écarts entre le nombre de militants organisés par chacun des partis constituaient un autre problème. Le DKP avait alors environ 4 000 membres, le VS entre 500 et 600, alors que le SAP dépassait de peu, au début des années 1990, les 100 membres, mais il s'agissait de militants très actifs. Cette différence devait-elle se refléter dans l'influence des uns et des autres sur le programme politique et la composition de la direction de la future alliance ? Au cours des négociations précédant sa fondation, un accord est apparu sur le fait que chacun des trois partis était indispensable pour que l'alliance soit équilibrée.

En réalité la question fut réglée à un moment où les discussions étaient dans l'impasse du fait des luttes fractionnelles au sein du DKP. Pour accélérer le processus et pour faire pression sur le DKP, le VS et le SAP décidèrent de préparer les élections prochaines. Cette initiative fut légitimée par Ole Sohn, le président du DKP, bien que son parti n'ait pris aucune décision formelle. La législation électorale danoise exige qu'un parti qui n'est pas encore représenté au Parlement rassemble environ 20 000 signatures validées pour pouvoir se présenter. En pratique cela signifie qu'il en faut 25 000, parce que certaines seront invalidées. Le VS et le SAP se sont fixé chacun pour objectif de récolter 10 000 signatures, espérant que le DKP et les non-inscrits trouveraient les 5 000 autres. Pour un parti de 100 militants, c'était une cible énorme, mais du fait de l'expérience antérieure — le SAP avait recueilli seul 25 000 signatures trois fois de suite au cours des années 1980 — notre parti a atteint son but avant le VS. Il s'est ainsi affirmé en tant que partenaire égal dans l'alliance.

Un accord a été finalisé entre les partis en 1989. À ce moment, les défenseurs du projet avaient gagné une majorité au sein du DKP, même si certains au sein de cette majorité continuaient à poursuivre le but d'une alliance beaucoup plus large, sur une plate-forme politique moins claire et moins orientée à gauche. Une minorité a quitté ce parti pour créer un nouveau parti communiste, dans la tradition stalinienne, mais beaucoup plus petit.

En décembre 1989, une conférence nationale a déclaré la fondation d'une nouvelle organisation, définie comme une alliance et non un parti. Elle a adopté une plate-forme politique préliminaire et un ensemble de règles de fonctionnement. Une direction nationale a été mise en place, composée des représentants de chacun des trois partis constitutifs de l'Alliance et de quelques individus. Chaque parti obtenait le droit de veto sur toute décision de cette direction. Le nom choisi fut celui de Enhedslisten (liste unitaire) ce qui soulignait le caractère électoral de l'alliance et le fait que l'ensemble des partis continuaient à exister de manière séparée, en tant que fractions de l'alliance, chacun ayant une apparition et des activités publiques propres. Certains membres préféraient l'appellation « Alliance rouge-verte », ce qui a été incorporé en tant que « second nom », employé à l'extérieur du Danemark du fait du caractère très danois du nom réel. L'emploi du terme « vert » dans le nom illustre le fait qu'aucun parti vert n'a jamais réussi à se stabiliser au Danemark, car la gauche socialiste avait intégré les revendications écologistes, en commençant par la campagne contre le nucléaire.

Au cours des deux conférences suivantes, la plate-forme politique et les règles organisationnelles de l'Alliance furent développées. Devenu très petit à ce moment, le parti maoïste KAP a rejoint l'Alliance et la proportion des membres non affiliés à un des partis a augmenté de manière significative, ce qui a conduit à l'annulation de tous les droits spécifiques des partis constitutifs.

Les aspects de la plate-forme commune développés au cours du processus de fondation et durant les premières années de fonctionnement de l'Alliance la caractérisaient comme :

- à gauche du Parti populaire socialiste ;
- anticapitaliste et socialiste ;
- en faveur des droits démocratiques et clairement distanciée des « expériences du bloc soviétique » (ce qui reflétait des avancées politiques réelles de secteurs du DKP) ;
- se concentrant sur les activités parlementaires tout en favorisant les mobilisations extraparlimentaires ;
- opposée à l'Union européenne ;
- écologiste ;
- pro-syndicale.

L'Alliance a adopté des règles de travail parlementaire, inspirées par la tradition du Parti socialiste de gauche (VS), devant servir de base aux activités de ses élus dans le Folketing et les conseils locaux. Ces règles prévoient :

- de voter en faveur de toute loi ou amendement qui représenterait ne serait-ce qu'une petite amélioration (contre le sectarisme et l'ultimatisme) ;
- de voter contre toute loi ou toute modification législative qui contiendrait un recul du point de vue de notre plate-forme politique ou une remise en cause des acquis (contre le pragmatisme et le comportement parlementaire habituel des partis réformistes) ;
- de voter contre les arrangements parlementaires et de refuser tout marchandage sur des paquets de modifications législatives, au travers desquels chaque parti obtient quelque chose en échange du soutien à des mesures contraires à son orientation (ce qui constitue une tradition de la vie parlementaire danoise, la représentation proportionnelle impliquant que beaucoup de partis ne peuvent obtenir la majorité au sein du Parlement).

En 1990 de nouvelles élections législatives ont été convoquées et, pour la première fois, l'Alliance rouge-verte y a pris part sous son propre sigle. La campagne électorale n'a pas été bien préparée : le manifeste électoral a été marqué par de nombreux compromis et la majorité des candidats en tête de liste étaient des « personnalités » de la gauche, peu au fait de la plate-forme de l'Alliance et de son manifeste.

L'Alliance obtint 1,7 % des suffrages, en dessous du seuil d'éligibilité, et n'a donc pas obtenu de représentation parlementaire. Peu après, Ole Sohn, l'ex-président du DKP, et un groupe lié à lui ont quitté l'Alliance pour rejoindre le Parti populaire socialiste [3]. La période de quatre ans sans élections législatives qui a suivi a permis à l'Alliance de mûrir du point de vue politique et organisationnel. Le départ du groupe le plus droitier issu du DKP a facilité ce processus. La méfiance mutuelle a diminué et des expériences collectives de campagnes politiques furent accumulées, permettant d'enrichir la plate-forme de l'Alliance sur différentes questions.

Graduellement, de plus en plus de nouveaux militants ont rejoint l'Alliance, qui a évolué d'un bloc de trois partis vers une organisation d'adhérents individuels, même si la notion du bloc a continué d'exister, surtout au sein du DKP, mais aussi dans le SAP et, dans une moindre mesure, au sein du VS. Chacun des trois partis fondateurs préservait ses propres structures organisationnelles, ses locaux, ses réunions et ses publications, même si le KAP s'est rapidement dissous, suivi quelques années plus tard par le VS.

La question de la Communauté (CEE) puis de l'Union européenne (UE) a été une question centrale au Danemark depuis 1972, lorsque le Danemark a adhéré à la CEE à la suite d'un référendum. La plupart des nouveaux traités étaient soumis à un référendum. La résistance à l'Union européenne a continué à être populaire au sein de la classe ouvrière et de la gauche danoise. Même la social-démocratie a été très divisée sur cette question et a fait campagne contre le marché unique en 1984.

En 1992 la majorité a voté contre le Traité de Maastricht, ce qui a créé un chaos politique au Danemark et même dans une certaine mesure au sein de l'UE. Mais peu après ce vote un large groupe de partis, y compris le Parti populaire socialiste, a signé un « compromis national », conduisant à l'accord d'Édimbourg [4] et à un nouveau référendum en 1993.

Aux yeux de beaucoup de membres et d'électeurs du Parti populaire socialiste il s'agissait là d'une trahison. Et l'Alliance rouge-verte fut le seul parti de gauche qui a mené campagne pour le « non » lors du deuxième référendum sur le Traité de Maastricht, incluant l'accord d'Édimbourg. Ce fut probablement le plus important facteur spécifique conduisant au résultat électoral de l'Alliance en 1994. Non seulement l'Alliance rouge-verte a franchi cette fois le seuil d'éligibilité, mais elle obtint 3,1 % des suffrages et 6 députés. Son groupe parlementaire comprenait deux membres du VS, deux du DKP, un du SAP et un du KAP. Il s'agissait sous bien des aspects d'une seconde naissance de l'Alliance rouge-verte.

Chien de garde parlementaire

Depuis 1994, l'Alliance rouge-verte est représentée au Folketing, avec une représentation variable entre quatre et douze député-e-s. Jusqu'en 2006-2007, ce fut une période avec peu de mobilisations des mouvements sociaux et politiques, ce qui a marqué l'Alliance.

Dans ses programmes et manifestes, ainsi que lorsqu'on le lui demande, l'Alliance déclare être un parti extraparlémentaire soutenant les mouvements sociaux. Mais en réalité le travail parlementaire au niveau local et national a été au centre de son activité. Si nombre de ses militants sont actifs dans les syndicats, les organisations étudiantes, les organisations de locataires, les campagnes environnementales et les mouvements sociaux, jusqu'à récemment leur activité dans ces domaines n'était pas vue comme une tâche organisationnelle de l'Alliance.

L'Enhedslisten a été une opposition parlementaire radicale — avec une certaine influence entre 1994 et 2001 lorsque la social-démocratie dirigeait les gouvernements. Son image de marque fut celle d'un chien de garde critique — capable d'obtenir une couverture médiatique pour des campagnes thématiques qu'il animait, de dévoiler les manœuvres du grand capital, des ministres et des hauts fonctionnaires — et celle du seul parti reconnu au Danemark défendant l'idéal du socialisme, pas très clairement défini. Ses campagnes contre la fraude fiscale des multinationales eurent le plus d'écho.

Dans le domaine politique, le centre de ses activités concernait les groupes les plus pauvres et les plus exclus de la société, comme les immigrés et les demandeurs d'asile, les bénéficiaires des prestations sociales et les minorités, dont les jeunes et les LGBT. Les questions écologiques étaient également au centre de ses activités. Le soutien à l'agriculture biologique a depuis été repris par d'autres grands partis, mais l'Alliance reste le seul parti en faveur d'une agriculture biologique à 100 %. Par contre elle accordait moins d'importance à la classe ouvrière traditionnelle.

Le nombre d'adhérents a sérieusement augmenté, partant d'un peu plus de 1000 membres, lorsque l'Alliance a obtenu pour la première fois une représentation parlementaire, à plus de 5 500 en janvier 2011. Il faut noter que l'adhésion augmente toujours lors des campagnes électorales et juste après, illustrant le fait que c'est le travail parlementaire qui attire les membres plus que l'action

militante. Beaucoup d'adhérents veulent soutenir le groupe parlementaire d'une manière plus active et matérielle que par le seul vote, mais ne participent pas aux réunions locales et aux autres formes d'activité.

Après plusieurs années de préparation au sein de groupes de travail successifs, l'Alliance a adopté en 2003 un programme politique définitif, qui est à la fois anticapitaliste et socialiste. Il souligne la nécessité de mobiliser la classe ouvrière et ses alliés pour renverser la société capitaliste. Il mentionne même le rôle de l'organisation indépendante de la classe ouvrière et des organes de double pouvoir dans le processus révolutionnaire et dans la société socialiste. Il définit plus clairement l'internationalisme.

Si ce programme a pu servir de point de référence pour les couches dirigeantes du parti, il n'a jamais joué un grand rôle dans la vie politique de l'Alliance. Seule une petite minorité de ses membres l'a lu et au sein du parti il n'y a pas de formation organisée autour de ce programme. Beaucoup de militants et de membres de la direction de l'Alliance ne partagent pas les éléments les plus explicitement révolutionnaires de ce programme. En témoigne l'interview donnée en mai 2010 par la principale porte-parole de l'Alliance, une jeune députée. Confrontée à des citations du programme, elle a honnêtement défendu l'essentiel, mais lorsque la question de la dualité de pouvoir a été posée, elle a dit qu'il s'agissait là de « langue de bois ».

Une culture démocratique et égalitaire, avec quelques problèmes

La vie interne de l'Alliance a été marquée — pour le meilleur et pour le pire — par l'héritage de la gauche des années 1970 et 1980. Il convient de souligner deux éléments importants :

- elle est très démocratique et égalitaire ;
- elle n'a aucune tradition de confrontation ouverte sur les différentes perspectives stratégiques.

La vie démocratique interne a joué un rôle très important dans la tradition du VS comme dans celle du SAP. Mais, en tant que réaction à l'expérience du centralisme bureaucratique, elle est également un important acquis pour le groupe issu du DKP qui a construit l'Alliance.

Toutes les orientations sont décidées par les délégués élus lors de la Conférence nationale annuelle. Tous les membres peuvent prendre part aux débats écrits. Chacun peut présenter des propositions à la Conférence nationale et prendre la parole même sans avoir été élu délégué. Selon les statuts du parti, les minorités ont le droit de ne pas prendre part à l'élection générale des 25 membres de la Direction nationale, mais d'élire à la proportionnelle leurs propres représentants, si elles disposent d'au moins 4 % des délégués.

Avant chaque Conférence nationale, un référendum est organisé parmi les adhérents pour établir quels candidats doivent être en tête des listes pour les élections. Sur la base de ce référendum, une ou plusieurs tendances répartissent leurs candidats dans les circonscriptions puis ces listes sont présentées et soumises au vote de la Conférence nationale. Le système électoral danois permet à des petits partis de prévoir qui sera élu député avec un haut niveau de certitude jusqu'à 10 députés.

Le fait que la Direction nationale est plus importante que le groupe parlementaire n'a jamais été contesté. Les députés doivent suivre la ligne politique générale adoptée par la Conférence nationale et la Direction nationale. Le groupe parlementaire doit leur soumettre les questions les plus importantes et les plus difficiles et c'est la Direction nationale ou le Comité exécutif qui décide.

Début 2010 le groupe parlementaire a voté en faveur de l'envoi d'un navire pour combattre les pirates le long du littoral somalien. Des membres de l'Alliance ont protesté contre cette décision. Le débat a été rapporté à la Direction nationale qui a pris une décision opposée à celle des députés. Ces derniers ont en retour accepté d'avoir commis une erreur.

La culture égalitaire se reflète dans les règles concernant les permanents, la Direction nationale et les députés. Les parlementaires et les permanents ne peuvent exercer leur fonction que durant un temps limité. Les détails ont varié au fil du temps, mais la limite est entre sept et onze ans. Les anciens députés et les anciens permanents ne peuvent revenir à des postes dans le parti qu'après avoir exercé un autre travail durant au moins deux ans. Leurs salaires sont limités au niveau du salaire d'un ouvrier qualifié ce qui, pour les députés, signifie qu'ils reversent au parti le montant de leur salaire dépassant ce niveau.

Traditionnellement l'Alliance rejette tout « culte de la personnalité ». Jusqu'à récemment les affiches électorales ne contenaient pas les photos des têtes de liste. La démocratie directe atteint même parfois des extrêmes, lorsque par exemple les commissions nationales chargées de certaines tâches ne pouvaient être élues ou nommées par la Direction mais étaient ouvertes à tous les membres.

Mais en même temps la culture organisationnelle de l'Alliance n'est pas si démocratique par certains aspects. Si les adhérents ont le droit de vote sur toutes les questions importantes et d'élire des délégués aux Conférences nationales, souvent les candidatures ne sont pas présentées comme porteuses de différences stratégiques réelles. Cela est largement le produit d'une réaction au sectarisme et au fractionnisme de la gauche aux cours des années 1960, 1970 et 1980. L'Alliance a été construite dans l'esprit de rejet de tels affrontements. Il était certainement nécessaire de réduire les différences au cours des premières années de son existence pour éviter son explosion.

La premier groupe de six députés a pris sur lui la responsabilité de maintenir à tout prix l'unité. Ils ont décidé de former un bloc uni en public quelles que soient leurs divergences. C'était nécessaire, car les médias tentaient de présenter l'Alliance comme un dispositif sans principe dans le but d'entrer au Parlement. Les journalistes étaient à la recherche de tout signe de désaccord et prévoaient son éclatement. Mais la conséquence de cette décision a été que le groupe parlementaire se présentait aux adhérents comme un bloc. Bien sûr, cette manière d'agir reflétait aussi une volonté des membres d'éviter une scission. Mais si au début cela pouvait être nécessaire, cela a aussi créé des problèmes. Le parti n'a jamais réussi à dépasser ces sentiments d'unité à tout prix, même lorsqu'il est devenu clair que cela pouvait empêcher les discussions et la confrontation de perspectives différentes.

Ainsi l'Alliance n'a jamais construit une tradition de débats de tendances autour des questions qui divisent ses membres et la direction. Au lieu de cela, des cliques et des regroupements informels ont vu le jour autour des dirigeants et/ou des activités menées dans le passé au sein des mouvements de jeunes ou étudiants. En même temps, les dirigeants importants tentent habituellement de parvenir à un compromis entre les orientations opposées au sein de la direction, plutôt que de présenter ces divergences à la discussion démocratique ouverte entre les adhérents. Néanmoins à quelques occasions des discussions importantes sur des questions de principe ont eu lieu au sein de l'Alliance rouge-verte.

Au cours de la deuxième moitié de la décennie 1990, la tactique parlementaire de l'Alliance fut confrontée à un défi. Le gouvernement social-démocrate minoritaire avait le choix entre deux options s'il voulait voir ses propositions acceptées par le Parlement : trouver un arrangement avec l'un ou l'autre des grands partis bourgeois ou se tourner vers la gauche, vers le Parti populaire socialiste et l'Alliance rouge-verte. Les deux derniers ont été invités pour négocier un important paquet de mesures économiques. Dans certaines instances, les députés de l'Alliance ont fait le choix

de participer afin d'aider à ce que d'importantes mesures sociales soient adoptées, en dépit du fait que des secteurs de la classe ouvrière ou de la jeunesse y perdraient des acquis. La responsabilité de faire tomber un gouvernement de gauche était posée.

Cela a provoqué un débat passionné dans l'Alliance et autour d'elle. Le parti est devenu le centre d'intérêt des médias. Que des députés demandent son avis au parti est tout à fait inhabituel au Danemark. La Direction nationale s'est opposée au deal négocié par le groupe parlementaire. Les députés ont repris les négociations avec le gouvernement et, en fin de comptes, les aspects les plus critiques du projet ont été plus ou moins modifiés. L'accord devenait acceptable et il a été réalisé. En conséquence, le principe que les élus de l'Alliance votent pour le progrès même le plus faible et contre toute régression même la plus légère a été confirmé.

Au cours des années, l'Alliance a été à plusieurs reprises devant le choix : doit-elle être un parti de la classe ouvrière ou un parti dont le but est d'aider les couches les plus « faibles » de la société. Ces choix étaient en lien avec le conflit entre jeunes et autres « subculture » — voulant réaliser leur vision utopique ici et maintenant — et les traditions des partis ouvriers et des syndicats - favorisant la lutte fondée sur la réalité matérielle et la conscience de la classe ouvrière. Durant plusieurs années, il y eut un débat autour de la proposition d'un « salaire civique ». Selon cette proposition, tous les citoyens devaient se voir garantir par l'État un salaire minimum, indépendamment du fait qu'ils aient ou non un travail, qu'ils étudient ou non, qu'ils soient jeunes ou vieux. Outre les critiques sur le caractère utopique de cette proposition, ses adversaires arguaient qu'il était impossible de mobiliser la classe ouvrière en sa faveur. Ils avançaient également qu'avec un tel salaire civique les travailleurs n'auraient aucun intérêt objectif à se syndiquer afin de bénéficier des allocations de chômage (gérées par les syndicats), ce qui ne pourrait que miner le pourcentage élevé de syndicalisation au Danemark. Finalement la proposition d'un salaire civique a été rejetée par la Conférence nationale de l'Alliance rouge-verte à la fin de la décennie 1990.

La lutte contre l'Union européenne a joué un rôle très important depuis le début de l'Alliance. L'orientation commune consistait à rejeter et à combattre l'UE, mais les partis fondateurs avaient des approches différentes. La SAP a toujours tenté de combattre l'UE au nom des intérêts de la classe ouvrière et de l'internationalisme, se concentrant sur son caractère capitaliste, néolibéral et antidémocratique. Le DKP a joué un rôle central dans la construction en 1972 du Mouvement populaire contre l'UE, un mouvement pluripartite et à la limite de la collaboration de classes. Dans ses publications, le DKP employait des arguments nationalistes, mettant en avant l'autodétermination danoise et la protection du Danemark contre l'Allemagne. Dans le Parti socialiste de gauche (VS), les tendances internationalistes étaient majoritaires, mais elles coexistaient avec des courants ayant une approche plus nationaliste de la question.

En 2002 une discussion formelle a été organisée au sein de l'Alliance à l'initiative de jeunes militants et de dirigeants qui réagissaient contre l'emploi de l'argument de l'autodétermination nationale dans ce cas. Ils argumentaient sur la base de l'internationalisme et voulaient modifier le programme du parti qui incluait la demande de la sortie du Danemark de l'UE. Une partie d'entre eux ont évolué vers une position de réforme de l'UE, voulant la transformer en un outil de prise de décisions paneuropéennes.

Le résultat de la discussion fut de maintenir l'opposition à l'UE et la demande de retrait du Danemark, mais en mettant davantage l'accent sur la nature des politiques de l'UE, insistant sur leur caractère anti-écologique, antisocial et anti-ouvrier. Cette décision n'a pas été sérieusement contestée depuis, probablement parce que le Mouvement populaire contre l'UE a évolué dans la même direction, avec un militant de l'Alliance rouge-verte et de la IV^e Internationale élu député européen et principal porte-parole du Mouvement.

En 2007 l'Alliance rouge-verte a connu sa plus grande crise qui a éclaté quand une jeune femme musulmane, Asmaa Abdol-Hamid, fut présentée lors du référendum interne de l'Alliance pour être candidate aux législatives. Portant le foulard (hijab) elle refusait de serrer la main aux hommes. Elle fut à ce point plébiscitée qu'elle a été présentée en seconde position sur la liste de la circonscription de Copenhague et, en cas de bon score de l'Enhedslisten, elle pouvait devenir députée.

Les médias se sont emparés de ce cas. Au sein du parti un vif débat a éclaté. Une petite minorité proclamait que le parti devait être antireligieux et ne devrait donc pas présenter des candidatures qui promeuvent visiblement une religion. Un groupe beaucoup plus large réagissait, car les déclarations aux médias d'Asmaa Abdol-Hamid ont été jugées ambiguës en ce qui concerne les droits démocratiques, l'égalité des sexes, la peine de mort et la charia en général. De plus, ses opposants relevaient qu'elle était membre du parti seulement depuis deux ans et que ses déclarations politiques n'allaient pas plus loin que les formulations des politiciens réformistes sur les questions sociales. À l'opposé, une large minorité du parti interprétait l'opposition à la candidature d'Asmaa comme preuve d'islamophobie, ce qui était vrai en ce qui concerne la campagne dont elle était victime hors du parti, mais beaucoup plus discutable en ce qui concerne les prises de position au sein de l'Alliance. Cette minorité l'a défendue avec acharnement ainsi que sa position sur la liste.

Finalement, Asmaa y a été maintenue et, à l'issue des élections, a été remplaçante d'une des quatre députés élus. Sa candidature fut sans aucun doute une des raisons du mauvais résultat électoral de l'Enhedslisten en 2007, dont la représentation est passée de 6 à 4 parlementaires. Elle a également provoqué une crise au sein du parti qui n'a été surmontée qu'un an après. Et ce n'est que plus tard, en 2010, que l'Alliance rouge-verte a recommencé à grimper dans les sondages.

Depuis, Asmaa n'a pas présenté sa candidature dans le référendum interne à l'Alliance, mais elle continue à militer en son sein et a activement pris part à la Conférence nationale de mai 2010.

Le tournant politique 2006-2009

Depuis 2001, le Danemark a été gouverné par les deux principaux partis bourgeois avec le soutien du Parti populaire danois (DF, extrême droite xénophobe). Ils ont appliqué des politiques néolibérales sans confrontation frontale avec la classe ouvrière et les syndicats. Les attaques visaient surtout les couches marginalisées.

Leur libéralisation furtive a miné les politiques sociales et a bien évidemment favorisé la classe dominante et les couches les plus riches de la société.

Entre 2006 et 2008, ce processus a provoqué des luttes locales ainsi que des grèves et des manifestations nationales contre le gouvernement, mais ce mouvement n'a pas eu les caractéristiques d'une riposte auto-organisée. Les manifestations étaient convoquées par les syndicats, les organisations étudiantes et les partis de l'opposition. En lien avec ce mouvement il y eut une grève nationale du secteur public pour une meilleure convention collective et quelques mobilisations étudiantes contre les coupes budgétaires.

Sans structuration démocratique et du fait de la grande faiblesse de la gauche dans les syndicats, le Parti social-démocrate et les directions syndicales ont été capables de freiner ce mouvement lorsque ses revendications et ses actions ont dépassé le seuil de leur politique collaborationniste. En même temps un mouvement militant de la jeunesse s'est rendu très visible dans les rues de Copenhague. Ce mouvement s'est parfois isolé des larges couches populaires, du fait de ses méthodes anarchistes, des violents combats avec la police, de la destruction des voitures et des magasins. À d'autres occasions, il a bénéficié d'une très large sympathie.

En comparaison avec les autres pays, le mouvement anti-guerre fut faible au Danemark, même si quelques grandes manifestations ont eu lieu au début de la guerre en Irak. Des manifestations plus réduites ont également eu lieu en soutien aux demandeurs d'asile et contre le racisme. Finalement, une très grande manifestation a eu lieu en décembre 2009 à Copenhague, durant le sommet intergouvernemental sur le changement climatique.

Comparée à la période précédente, ce fut une véritable montée des mobilisations, bien qu'encore modeste en comparaison avec certains autres pays européens. Elle n'a cependant pas conduit à un renforcement des organisations ouvrières et populaires ni au développement d'une opposition structurée au sein du mouvement syndical. Le convention collective négociée dans le secteur privé en 2010 a eu pour conséquence un recul pour les salariés, mais elle n'a rencontré aucune opposition active de la gauche.

Néanmoins la tendance à la montée des mobilisations peut être mise en corrélation avec un important tournant à gauche de l'opinion publique, enregistré par les sondages.

Le Parti populaire socialiste (SF) a fait une impressionnante percée dans les sondages, alors que la social-démocratie et l'Alliance rouge-verte stagnaient ou augmentaient légèrement. Même si cette percée du SF avait lieu alors que la politique de ce parti évoluait à droite, la tendance générale enregistrée par les sondages était bien celle d'une évolution de la scène politique danoise vers la gauche. Lors des élections législatives de 2007, ce processus n'avait pas encore atteint son sommet, le gouvernement de droite a donc réussi à survivre. Au cours du second semestre 2010, les sondages indiquaient que le SF avait perdu son élan, alors que la social-démocratie et l'Alliance rouge-verte progressaient de manière proportionnelle.

La crise économique, qui ne permettait plus au gouvernement bourgeois d'appliquer sournoisement ses politiques néolibérales sans attaquer de front le noyau dur de la classe ouvrière, a également eu pour effet de déplacer l'électorat vers la gauche. Les partis social-démocrate et populaire socialiste se sont mis en posture de prendre le gouvernement à l'issue des élections de 2011. La majorité de la classe ouvrière attend un nouveau gouvernement avec l'espoir de changements, même si ces espoirs ne sont pas clairement articulés et varient d'un secteur à l'autre.

L'Alliance rouge-verte face à la nouvelle période

La direction du parti et le groupe parlementaire ont pleinement soutenu le mouvement qui s'est développé au cours de la dernière période. Nombre de militants de l'Alliance ont joué un rôle dirigeant à la base des mobilisations. Mais l'insertion du parti dans le mouvement a été marquée par la faiblesse de son militantisme et de la formation politique de ses membres, qui provoquaient une incompréhension et même une hostilité au rôle joué par le parti dans l'organisation et le développement des mouvements sociaux.

Confrontée à une nouvelle période et aux nouveaux défis, l'Alliance a payé le prix des années de report des discussions stratégiques et de la crainte des conflits politiques en son sein. L'Alliance a eu du mal à s'adapter pleinement à la nouvelle situation.

D'une part, la crise et les mobilisations ont aidé à ce que plus de membres de la direction s'engagent dans la construction d'un parti plus militant, mieux organisé et plus interventionniste. Les premières réactions internes ont vu le jour lorsqu'en 2008 un groupe de militants et de dirigeants des mouvements de la jeunesse — étudiants et jeunes travailleurs en particulier — ont tenté d'initier un débat sur le parti qu'il fallait construire. De leur point de vue, un parti ouvrier ne pouvait être ni un parti des minorités ni un chien de garde parlementaire. Il s'agissait largement d'une réaction au profil du parti dans la campagne électorale de 2007 et aux faibles résultats obtenus. Le criticisme de

ce groupe a provoqué beaucoup de débats et a eu un effet positif sur le choix des priorités de l'Alliance. Ces effets positifs ont été partiellement atténués parce que ce groupe d'initiative ignorait les revendications des immigrés, des demandeurs d'asile, des LGBT etc. et avait tendance à définir la classe ouvrière comme uniquement blanche et mâle et non comme composée des deux genres et de toutes origines ethniques. Ce groupe était aussi marqué par une culture de direction très hiérarchisée des mouvements étudiants et des organisations syndicales de jeunes travailleurs, où ils ont acquis leur expérience politique. Mais ce groupe informel a aidé à introduire dans le parti l'idée d'organisation des militants sur les lieux de travail, dans les syndicats et les branches industrielles et s'est engagé dans la lente mise en pratique de cette politique.

Il s'agit là d'une orientation que les militants du SAP favorisaient depuis des années. Bien que l'adoption de cette ligne de construction du parti soit un important pas en avant, les problèmes demeurent. Parmi les militants du parti activement engagés dans la construction de ces structures d'intervention, il y a des approches différentes :

— s'agit-il d'abord d'une structuration des militants de l'Alliance qui sont des délégués et des permanents syndicaux ou bien s'agit-il d'une forme d'organisation de base de tous les membres du parti sur des lieux de travail ou des syndicats particuliers ?

— ces structures ont-elles pour but d'aider les activités syndicales traditionnelles ou bien doivent-elles servir aussi à diffuser sur les lieux de travail et dans les syndicats les orientations politiques du parti ?

— il y a ici, comme dans d'autres secteurs, un évident gouffre entre l'adoption d'une décision et sa mise en exécution.

Si des conceptions réductrices du rôle du parti sont répandues dans les rangs de l'Alliance, cela est dû à la faiblesse des mobilisations ouvrières au cours des quinze ou vingt dernières années. En retour, cela a eu comme conséquence l'absence d'une activité organisée de la gauche à la base des syndicats.

L'Alliance rouge-verte et les autres ouvriers engagés à gauche ont été divisés en deux courants principaux : une majorité qui a ignoré les syndicats en tant que champ d'activité et une minorité qui a conquis des positions éligibles et des postes de permanents dans les syndicats. S'ils restaient des socialistes convaincus, ces derniers n'ont pas été à l'abri de l'influence de la culture bureaucratique. En même temps, la couche des jeunes militants voulant organiser l'activité syndicale du parti a acquis l'essentiel de son expérience dans les organisations estudiantines ou des organisations de jeunes travailleurs où ils avaient des responsabilités de direction.

Un autre groupe informel, autour de quelques permanents centraux, a développé une tout autre conception de la construction du parti, mettant l'accent sur la stratégie professionnelle de communication pour le travail parlementaire et ayant tendance à ignorer que les militants sont le plus important levier, tant pour la prise des décisions du parti que pour son activité politique et pour construire les mobilisations. C'est également l'effet des décennies au cours desquelles l'activité du parti n'était pas enracinée dans les mouvements de masse mais était concentrée sur les activités parlementaires et les débats médiatiques.

Les premières réactions de l'Alliance rouge-verte à la crise économiques furent faibles et ambiguës. Il n'y avait pas de doutes sur la question des programmes de sauvetage des banques : l'Alliance s'est clairement opposée à ces derniers et l'exigence que les riches doivent payer la crise était au centre de ses revendications. Mais les explications de la crise présentées par l'Alliance se sont concentrées sur l'avidité du secteur financier échappant à tout contrôle, et la plupart des propositions de ses

députés en ce qui concerne la sortie de la crise restaient dans le cadre d'une compréhension keynésienne. Les forces de la gauche, dont les militants du SAP, ont critiqué cette approche et sont parvenues à modifier l'analyse que le parti faisait de la crise. Mais ils luttent encore pour que le parti parvienne à avancer des réponses politiques anticapitalistes pouvant mobiliser la classe ouvrière et ses alliés.

Le résultat le plus fâcheux de la longue concentration de l'Alliance sur l'activité parlementaire est le développement d'un courant droitier au sein de son groupe de conseillers municipaux à Copenhague. Le conseil municipal de la capitale danoise est très différent des autres conseils municipaux au Danemark. Dans la plupart des villes, les 15 à 31 conseillers municipaux sont élus pour quatre ans et élisent un maire en leur sein. Composé de 55 conseillers, le conseil municipal de Copenhague élit un « maire principal » et six « maires adjoints ». Chacun de ces sept maires a des responsabilités exécutives particulières (finances, culture, jeunesse, santé, services sociaux, environnement, intégration et emploi). Ils sont élus à la proportionnelle au sein du conseil municipal. L'Alliance étant en 2009 en troisième position à Copenhague (10,9 %) elle a eu droit à un maire adjoint.

Sans remettre ouvertement en cause les règles parlementaires du parti, le maire et les conseillers municipaux à Copenhague ont décidé, avant les élections de 2009, qu'ils devaient être influents et obtenir des résultats, même lorsque ces résultats se limitaient à un moindre mal. Ils arguaient que l'Alliance doit prouver qu'elle peut gérer l'économie de Copenhague au profit de la population, faisant abstraction non seulement de l'environnement capitaliste mais aussi des étroites limites de la gestion locale. Cette stratégie les a conduits à une politique de moindre mal. Ils ont conduit l'Alliance à soutenir des réductions budgétaires au détriment des employés de l'administration municipale et des centres de soins municipaux. Les parents et les travailleurs ont manifesté contre le budget du conseil municipal soutenu par l'Alliance. Heureusement, confrontée à ces manifestations, l'Alliance a fait marche arrière et a retiré son soutien à la majorité municipale une semaine avant les élections locales. En conséquence, après avoir baissé dans les sondages durant plusieurs semaines, elle a regagné le soutien électoral.

De la crise économique au nouveau gouvernement

C'est pour la première fois dans l'histoire du Danemark — en dehors de la situation exceptionnelle qui a suivi la Seconde Guerre mondiale — qu'un parti qui est à gauche de la social-démocratie, en l'occurrence le Parti populaire socialiste (SF) fait partie d'un gouvernement à l'issue des élections du 15 septembre dernier. Une grande partie de la classe ouvrière voit ainsi croître ses espoirs pour des changements et pour une amélioration du niveau de vie et des services publics.

Mais deux partis réformistes gouvernant en pleine crise économique risquent de décevoir ces espoirs si rien ne se produit en dehors du parlement.

Dans une telle situation les tâches d'un parti anticapitaliste sont au moins de trois ordres :

— mener une campagne dans les syndicats, les organisations étudiantes, les mouvements environnementaux, les communautés locales, etc. autour de revendications d'améliorations sociales et environnementales et de solidarité, et mobiliser la population pour exercer une pression sur ce gouvernement ;

— utiliser la plate-forme parlementaire pour faire écho à cette pression de la classe ouvrière et de ses alliés et pour rendre difficile toute collaboration des partis réformistes au gouvernement avec la droite ;

— présenter et propager les solutions anticapitalistes à la crise économique et écologique que le nouveau gouvernement refuse d'appliquer au nom de la collaboration des classes.

Pour la majorité des membres de l'Alliance, et même pour la majorité de ses dirigeants, ces tâches n'ont pas été claires et bien que les textes adoptés lors de la dernière Conférence nationale aillent dans la bonne direction, elles ne le sont toujours pas.

Au sein de l'Alliance rouge-verte, les tendances qui conduisent à s'adapter aux partis réformistes ont évolué. Des dirigeants du parti ont dit qu'il était primordial que les électeurs nous perçoivent en tant qu'élément de la nouvelle majorité, sinon ils ne voteraient pas pour nous. Parfois ils arguent que nous ne devons pas porter la responsabilité de la chute du gouvernement des partis social-démocrate et populaire socialiste. En soi cela n'est pas erroné, mais certains membres de la direction ont plaidé contre les tentatives visant à promouvoir les revendications anticapitalistes de l'Alliance et certains furent ambigus dans leur défense des règles parlementaires traditionnelles de notre parti, étant par contre obnubilés par la nécessité d'éviter la chute du gouvernement des partis réformistes.

Ces tendances au sein d'une partie de la direction sont également soutenues par des sections de la jeunesse du parti. C'est une génération qui a été politiquement active seulement sous la domination d'un gouvernement ouvertement bourgeois et qui n'a jamais fait l'expérience de la politique d'un gouvernement social-démocrate. Cela les rend naïfs en ce qui concerne les améliorations qu'un gouvernement réformiste pourrait réaliser sans être soumis à une pression extraparlamentaire. Ils ont tendance à se concentrer sur la pression que les députés de l'Alliance pourront exercer sur le nouveau gouvernement par une bonne technique de négociation et le refus de voter des propositions gouvernementales. Ils ne réalisent pas qu'un gouvernement SD/SF n'aura aucun problème à faire un deal parlementaire avec la droite tant que les deux partis pourront faire cela sans craindre d'être punis par leurs membres, par les syndicats et par leurs électeurs.

Un gouvernement SD/SF ouvre pour l'Alliance rouge-verte d'énormes possibilités nouvelles : possibilité de faire partie des mobilisations sociales et politiques soutenant les demandes adressées au nouveau gouvernement, possibilité de rendre évidente la différence entre le réformisme et l'anticapitalisme pour de nouvelles couches de la classe ouvrière et de la jeunesse. L'Alliance peut aider ce processus d'apprentissage à la fois en étant au premier rang de tous les mouvements (alors que les dirigeants de SD/SF seront en retrait) et en présentant un programme d'action anticapitaliste, qui combine les revendications immédiates et des réformes radicales rompant avec le cadre capitaliste.

Mais une telle situation présente également des dangers. La pression de l'adaptation sera très grande si, par exemple, l'Alliance reste obnubilée par la volonté d'éviter la responsabilité politique de la chute de ce gouvernement pour quelque raison que ce soit.

En prenant en considération le caractère peu militant et le manque de formation politique des adhérents de l'Alliance rouge-verte, il serait irresponsable de négliger le risque d'une adaptation au réformisme, à l'image de ce qui s'est passé avec la majorité de nos conseillers municipaux à Copenhague. Cela pourrait sérieusement compromettre les principes parlementaires, jusque-là intangibles, de l'Alliance rouge-verte, la rendre responsable de la faillite d'un gouvernement réformiste et coresponsable de la déception et des désillusions, au lieu de devenir un pôle d'attraction pour les travailleurs et les jeunes déçus par les partis réformistes.

Les débats sur ces questions se poursuivent. Après la Conférence nationale de mai 2010, la balance s'incline vers la perspective des mobilisations sociales, contre l'adaptation et en faveur de l'anticapitalisme. Les résultats vont en fin de compte dépendre tant du niveau des luttes que des

débats internes au sein de l'Alliance rouge-verte.

Michael Voss

Le SAP et l'Alliance rouge-verte

Le SAP a été l'un des partis fondateurs de l'Alliance rouge-verte. Ses militants ont activement construit l'Alliance depuis sa fondation. Le SAP représente ainsi une partie de la vie et du développement de l'Enhedslisten. En conséquence le SAP a développé au cours des années son analyse de l'Alliance, de sa tactique et de sa stratégie. Cela a été fait publiquement dans les résolutions de ses conférences nationales et de sa direction nationale et même dans les déclarations politiques hebdomadaires du Comité exécutif du SAP.

Lors de la fondation de l'Enhedslisten, le SAP était en faveur d'un bloc qui ne se limiterait pas aux seules campagnes électorales mais pourrait également animer des campagnes et agir en commun. Nous avons insisté en faveur des droits particuliers des partis fondateurs et nous étions peu disposés à les abandonner. Nous avons peur de perdre le contrôle et nous craignons une dérive droitière de la nouvelle organisation. En outre, le droit de veto des partis fondateurs pouvait, à notre avis, éviter une scission du DKP, qui se sentait particulièrement mal à l'aise entouré de ses nouveaux partenaires. Lorsque le nombre de nouveaux membres non affiliés aux partis fondateurs s'est accru, ils ont naturellement fait pression en faveur d'un parti dirigé par ses membres. Le Parti socialiste de gauche (VS) a soutenu cette demande et, finalement, le SAP et le DKP l'ont accepté.

Ce développement, combiné avec la représentation parlementaire, a forcé l'Alliance à prendre position sur de nouvelles questions. La demande d'un programme politique stratégique a commencé à voir le jour dans l'Alliance. Les militants du SAP se sont pleinement engagés dans les débats sur les positions politiques que l'Alliance devait adopter ainsi que dans le travail d'élaboration d'un programme stratégique. Mais en même temps nous étions conscients que l'Alliance ne pouvait pas adopter les positions stratégiques qui pourraient compromettre son unité. Durant une longue période, nous avons donc travaillé à la fois dans la perspective de la préservation de cette unité large et en vue de construire au sein de l'Alliance un regroupement révolutionnaire — avec des courants issus de VS dans notre esprit. En même temps nous tentions d'introduire graduellement la notion d'une Alliance qui serait une force motrice des mobilisations et des luttes sociales.

En 1999 une conférence nationale du SAP a pris en compte la réalité de l'Alliance rouge-verte, qui était devenue un parti politique au sens plein de ce terme en langue danoise. Notre résolution précisait : « L'Alliance rouge-verte n'est pas un parti politique dans le sens léniniste classique (basé sur le centralisme démocratique, avec un programme développé de révolution socialiste, etc.) et nous ne pensons pas souhaitable d'imposer son développement dans cette direction. Ni les conditions subjectives ni les conditions objectives pour un tel développement n'existent en ce moment. » Mais en ce qui concerne les nouvelles perspectives du SAP, nous écrivions : « À ce stade du développement de l'Alliance rouge-verte, nous pouvons simplement noter qu'il n'y a aucune limite définie à l'avance en ce qui concerne le développement de l'Alliance rouge-verte en un parti révolutionnaire. Pour autant, le travail politique du SAP au sein de l'Alliance est guidé par un tel but. » En conséquence de cette analyse de 1999, nous avons décidé que nos activités politiques publiques se feraient au travers de l'Alliance et de l'organisation de jeunesse qui coopère avec elle. Cela signifiait que, dès lors, le SAP ne prendrait pas part en tant que parti à l'organisation des

manifestations, qu'il n'organiserait plus les interventions en tant que SAP dans les syndicats et les mouvements sociaux et qu'il ne diffuserait des tracts indépendamment de l'Alliance qu'en des circonstances exceptionnelles. Tout ce travail, nous l'avons fait depuis, autant que possible, en tant que militants de l'Alliance rouge-verte.

Néanmoins le SAP a continué à diffuser un mensuel et à organiser chaque année notre séminaire public de formation ainsi que des meetings occasionnels.

En 2006, nous avons confirmé et consolidé cette orientation de notre travail au sein de l'Alliance rouge-verte et nous avons même été un peu plus loin. La résolution de notre Conférence nationale précisait : « L'Alliance rouge-verte peut donc être la force socialiste organisée nécessaire pour les luttes d'aujourd'hui, de demain et pour la révolution socialiste ; l'organisation qui peut faire face aux tâches décrites dans ce texte. C'est de cette manière que nous voulons construire Enhedslisten, c'est ce que nous voulons qu'elle devienne et c'est ce dont nous avons besoin ! » Nous analysions les points faibles de l'Alliance rouge-verte ainsi que les qualités que le SAP doit contribuer à y développer et nous nous donnions pour tâches d'y introduire « plus d'orientation de classe ouvrière, un plus grand rôle dans les luttes, plus de structuration en parti », c'est-à-dire de développer l'Alliance en tant que parti de lutte de classe.

La principale tâche du SAP a été définie en tant que construction de l'Alliance rouge-verte et de l'organisation de jeunesse Socialistisk UngdomsFront (SUF, Front de la jeunesse socialiste). L'Alliance rouge-verte est « notre parti » et le SAP est un outil nécessaire pour organiser notre effort de construction de l'Alliance — nécessaire et particulièrement utile du fait de notre tradition historique, de notre expérience politique et pratique et de notre adhésion à la IV^e Internationale.

Michael Voss

P.-S.

* Michael Voss, militant de l'Alliance rouge-verte et membre du Comité exécutif du SAP (Socialistisk Arbejderparti, Parti socialiste ouvrier, section danoise de la IV^e Internationale). Il a participé aux négociations en vue de la formation de l'Alliance rouge-verte en tant que représentant du SAP en 1989 puis, de 1995 à 2006, il a été l'attaché de presse du groupe parlementaire de l'Alliance. Nous reproduisons ici son étude « The Red-Green Alliance in Denmark » publiée dans le livre collectif « New Parties of the Left — expériences from Europe », Resistance Books & IIRE, Londres-Amsterdam 2011.

* Traduit de l'anglais et mis à jour à l'issue des élections de 2011 par J.M. Cet article a été publié en français dans la revue Inprecor n° 577/578 d'octobre-novembre 2011 (www.inprecor.fr).

Notes

[1] En 1916 Thorvald Stauning, président du Parti social-démocrate, est entré dans le gouvernement centriste de Carl Theodor Zahle (Gauche radicale) en tant que Kontrolminister (ministre sans portefeuille légitimant un gouvernement en période de guerre ou de crise). En 1924 T. Stauning prend la tête du premier gouvernement entièrement social-démocrate.

[2] En 1968 Venstresocialisterne a obtenu 2 % des suffrages et 4 députés, en 1971 et 1973 il n'a pas franchi la barre de 2 %, en 1975 il a obtenu 2,1 % et 4 élus, 5 élus (2,7 %) en 1977, 6 élus (3,7 %) en 1979, 5 élus (2,7 %) en 1981 et en 1984. Puis ses scores électoraux ont décliné : 1,4 % en 1987 et 0,6 % en 1988.

[3] Ole Sohn est rapidement devenu le n° 2 du Parti populaire socialiste. À l'issue des élections législatives de 2011 il a été nommé ministre du commerce.

[4] L'accord d'Édimbourg (décembre 1992) prévoit pour le Danemark quatre dérogations au Traité de Maastricht : la nationalité européenne ne remplace aucunement la nationalité des États membres (donc danoise), le Danemark ne participera pas à la troisième phase de l'Union économique et monétaire (donc à la monnaie unique), le Danemark sera observateur et non membre de l'Union européenne occidentale en matière de la politique militaire mais participera pleinement à la coopération en matière de justice et d'affaires intérieures sur la base des dispositions du titre VI du traité de l'Union.